

Chère représentante, cher représentant,

Je vous écris en tant que citoyen·ne préoccupé·e pour vous exhorter à prendre des mesures immédiates et significatives afin de combler les écarts en matière de soins contre le cancer dans notre pays. Cet appel s'aligne sur la campagne de la Journée mondiale contre le cancer, organisée le 4 février par l'Union internationale contre le cancer (UICC), la plus ancienne et la plus grande organisation dédiée à la réduction du fardeau du cancer dans le monde.

Ces écarts sont souvent le résultat de déterminants sociaux de la santé qui empêchent de nombreuses personnes de recevoir des informations fiables et de bénéficier de la prévention, du traitement et des soins essentiels contre le cancer, même lorsque les services sont disponibles.

Cette situation nuit à la santé publique et entraîne des coûts plus élevés pour les systèmes de santé, en plus du risque accru de développer la maladie, d'être diagnostiqué·e tardivement, d'avoir besoin d'un traitement plus coûteux et de voir ses chances de survie diminuées.

Pour réduire ces écarts, nous vous demandons de prendre les mesures ambitieuses suivantes pour veiller à ce que toutes et tous aient accès aux services essentiels de lutte contre le cancer, quel que soit leur statut socioéconomique, sans avoir à faire face à des difficultés financières.

1. Augmenter le financement de la recherche sur le cancer et encourager la collaboration entre les scientifiques, les prestataires de soins de santé et les organismes communautaires afin de comprendre et corriger les écarts.
2. Établir un registre du cancer à l'échelle de la population afin d'orienter les décisions stratégiques et l'affectation des ressources et d'évaluer les stratégies de lutte.
3. Mettre en œuvre une stratégie nationale efficace de lutte contre le cancer, décrivant les mesures à prendre en matière de prévention, de diagnostic, de traitement, de soins palliatifs, de soins destinés aux survivantes et survivants, de collecte de données et de suivi du cancer sur la base d'une évaluation fondée sur des données probantes du fardeau du cancer à l'échelle nationale, en abordant les difficultés financières et les obstacles auxquels sont confrontées les populations mal desservies.
4. Intégrer des services complets de lutte contre le cancer dans les programmes nationaux de prestations de santé afin d'atteindre une couverture sanitaire universelle, englobant la prévention, le dépistage, le diagnostic, le traitement (médicaments, radiothérapie, chirurgie), les soins de soutien et palliatifs et les services destinés aux survivantes et survivants.
5. Améliorer les connaissances en matière de santé et d'éducation sur le cancer, en utilisant du matériel culturellement approprié et en formant les prestataires de soins de santé à une communication efficace avec les patientes et les patients.
6. Réglementer la production, la vente et la commercialisation de produits cancérigènes (tabac, alcool, aliments ultra-transformés) par une augmentation



World
Cancer Day
4 February

Close
the care
gap

des taxes, des limitations de commercialisation, un meilleur étiquetage des produits et des campagnes d'éducation à destination du public. 30 à 50 % des cancers peuvent être évités en agissant sur les comportements à risque modifiables.

7. Mettre en œuvre des programmes de dépistage systématique des cancers courants, les intégrer à des programmes de soins de santé existants et utiliser les services de télémédecine et les unités mobiles pour atteindre les populations éloignées. Plus tôt un cancer est détecté, plus il peut être traité avec succès et à moindre coût pour le système de santé et les patientes et les patients.
8. Favoriser des soins centrés sur les patientes et les patients qui tiennent compte des besoins uniques de toutes les populations de patientes et de patients, en les encourageant à participer aux décisions qui concernent leurs soins.
9. S'attaquer aux déterminants sociaux systémiques de la santé qui entravent la capacité d'une personne à accéder aux soins contre le cancer, en luttant contre les préjugés et hypothèses fondés sur divers marqueurs sociaux, en travaillant avec les communautés à l'élaboration de programmes plus efficaces et centrés sur les personnes.

Le bien-être de chaque citoyenne et de chaque citoyen doit être placé au cœur des politiques de santé, en veillant à ce que tout le monde ait un accès égal aux soins vitaux, quelle que soit sa situation.

Le lieu d'habitation d'une personne ne doit pas déterminer ses chances de survie lorsqu'il est question de cancer.

Si vous souhaitez obtenir de plus amples informations à ce sujet, veuillez consulter www.worldcancerday.org.

Cordialement,

Votre administré·e